



Ambassade de France au Mozambique  
Service économique de Maputo

09 février 2024  
Affaire suivie par : Adélia Agostinho

## Analyse du budget de l'Etat mozambicain de 2024

Le projet de Loi de finances et le Plan Socio-Economique de l'Etat (PSOE) pour l'année 2024 ont été approuvés par le Parlement le 13/12/2023. Ces documents viennent d'être complétés par le Rapport sur les risques budgétaires 2024 et le Scénario budgétaire à moyen terme 2023-2025. **S'agissant du dernier budget du plan quinquennal (PQG 2020-2024), les dépenses qui sont priorisés sont celles visant l'atteinte des principaux objectifs de moyen terme, notamment la conclusion des infrastructures.**

Source: <i>Projet de loi des finances 2024</i>	2022 <i>(réel)</i>	2023 <i>Estimation</i>	2024 <i>Estimation</i>
PIB (en M MZN)	1 175 290	1 371 419	1 536 532
PIB (en %)	4	6	5,5
Inflation (moyenne annuelle)	10,3%	8,0%	7,0%
Taux Change (moyenne annuelle)	63,9	65,2	64
RIL (en M USD)	2 763	2 937	2 235
RIL (mois de couverture import)	3	3,7	3
Exportations (en M USD)	8 281	9 019	9 703

Principales hypothèses macroéconomiques : **le budget a été conçu sur la base d'une inflation (IPC) annuelle moyenne de 7,0% et d'une croissance du PIB réel de 5,5%** - les dernières projections du FMI (janvier 2024) étant de 6% et 5%, respectivement -. **La croissance sera soutenue principalement par le secteur des industries extractives (+18,6%)**, liée à l'augmentation de la production de GNL du projet Coral South (ENI) et à la probable reprise du projet Mozambique LNG de TotalEnergies (projet à l'arrêt pour force majeure depuis juin 2021, dont la reprise est désormais

espérée pour mars 2024), ainsi que par les bonnes performances dans les secteurs agricoles (5,7%), transports (5,5%), construction (3,7%), éducation (3,7%), finance et assurance (3,5%) et construction (3,5%). Plus globalement, **conformément aux engagements souscrits auprès du FMI, le Mozambique poursuivra son objectif de consolidation budgétaire** en vue de réduire la dette publique, les vulnérabilités macroéconomiques et de maîtriser les risques budgétaires.

### 1. Recettes

Le total des ressources internes (ressources hors bailleurs) est estimé à 430 Mds MZN (**28% du PIB**), équivalent à **6,7 Mds USD**, dont 3% financé par de la dette interne.

**Les recettes de l'État (hors emprunts internes et ressources externes) sont estimées à 25% du PIB.** Les recettes fiscales sont composées à **39% de l'impôt sur le revenu (9,7% du PIB)** et à **37% de l'impôt sur les biens et services 37% (9,3% du PIB)**. Malgré une augmentation nominale de 1,1% en termes de montants perçus, la TVA, dont le taux est passé de 17 à 16% en 2023, ne devrait plus que représenter 6% du PIB en 2024 (contre 7% en 2023 et 9,9 % en 2022), en raison de la réduction de l'aliquote, conformément aux dispositions du Plan d'accélération économique (PAE) du Gouvernement et malgré les réserves formulées sur ce point dans la 3<sup>ème</sup> revue de la Facilité élargie de crédit (FEC) publiée en janvier par le FMI. En revanche, une hausse significative des recettes du commerce est attendue, devant passer de 1,5 % à 6 % des recettes fiscales, suite à l'entrée en vigueur de la fiscalité sur le commerce électronique. **A noter enfin la hausse, à 4,3 Mds MZN (1,1% des revenus de l'Etat ; 0,3% du PIB), équivalent à 66 M USD, de la contribution fiscale du grand projet de production de GNL, Coral South, mis en production par ENI fin 2022.**

L'appui budgétaire direct apporté par les bailleurs à l'État mozambicain est de 7,9 Mds MZN (6,8 Mds MZN en 2023), correspondant à 0,5% du PIB, auquel s'ajoutent les dons destinés au financement des projets, pour 89,7 Mds MZN (5,8% du PIB) et les fonds communs 10,2 Mds de MZN (0,7% du PIB), de sorte que **les bailleurs, au total, contribueront au budget de l'Etat à hauteur de 7% du PIB en 2024.**

## 2. Dépenses

Pour l'année 2024, les dépenses sont estimées à environ 568 Mds MZN (**37% du PIB**), correspondant à **8,9 Mds USD**, soit une **augmentation nominale interannuelle de 20%** (472 Mds MZN en 2023, soit 7,4 Mds USD). L'analyse de l'allocation en proportion des dépenses totales indique une réduction des dépenses de fonctionnement à 59,8% (67,1% en 2023) et des opérations financières à 11,6% (13,1% en 2023), compensées par une **augmentation des dépenses d'investissement à 28,6%** (19,8% en 2023), ce dernier poste expliquant donc en grande partie la forte augmentation interannuelle du budget.

**Les dépenses publiques seront financées à 75,5% sur la base des ressources internes (soit 28% du PIB) et à 24,3% sur des ressources externes (9% du PIB), dons et emprunts externes réunis.**

**L'ensemble des dépenses de fonctionnement devraient baisser, à l'exception de la charge de la dette.**

Les dépenses de salaires et rémunérations augmentent de +7,6% en termes nominaux, mais continueront à diminuer en proportion du PIB, en s'établissant à 13% du PIB (14% en 2023 ; 17% en 2022), ce qui témoigne des efforts importants déployés par le gouvernement pour limiter les salaires de la fonction publique (efforts salués lors de la dernière revue du FMI), dont l'objectif, déclaré auprès du FMI, est d'atteindre 11% en 2026 et moins de 10% en 2028.

Les dépenses sur les biens et services, diminueront tant en termes nominaux (-9,9%) qu'en proportion du PIB (2,4% du PIB en 2024 ; 3,1% en 2023).

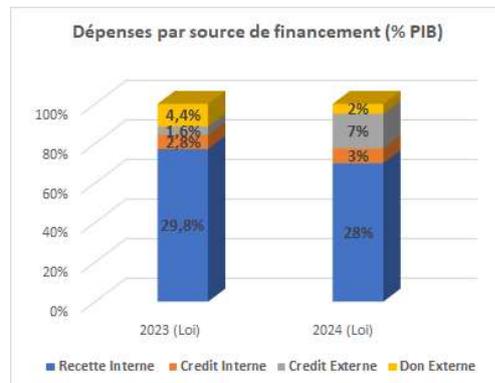
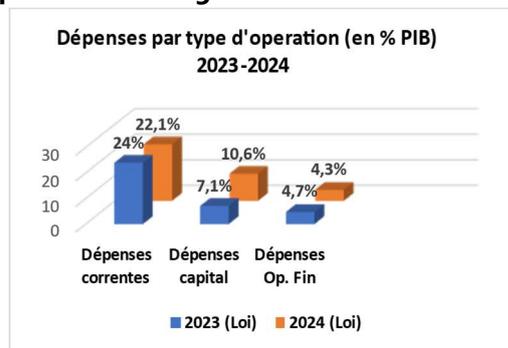
**La charge de la dette, quant-à-elle, augmente significativement en termes nominaux, de 31%, à 54,2 Mds MZN (environ 850 M USD), soit, l'équivalent de 3,5% du PIB (3,1% en 2023).**

**Les dépenses d'investissement représentent 20,6% des dépenses totales, soit 10,6% du PIB.** L'augmentation des dons pour les projets d'investissement, notamment pour la réhabilitation de la route EN1 (la principale voie du pays nord-sud), pour une extension de 508 km, par la Banque Mondiale a permis une augmentation significative de ce poste par rapport à 2022 (4,6% du PIB).

Les opérations financières, estimées à 65,8 Mds MZN (1,1 Md USD) devraient diminuer de 0,3 point de pourcentage et se situer à 4,3 % du PIB en 2024. L'amortissement des prêts devrait diminuer à 4 % du PIB (4,3 en 2023), dont 2,4% pour la dette externe et 1,5% pour la dette interne.

**Dépenses des secteurs prioritaires :** le Gouvernement alloue un total de 183,7 Mds MZN, soit **44,9% des dépenses totales hors intérêts et charges financières, aux secteurs économiques et sociaux**, en soit une diminution par rapport aux 49,1% du budget 2023 : 20,9% (11,5% en 2023) sont alloués au secteur de l'éducation ; 14,2% (21,8% en 2023) à la santé ; 9,9% (15,8% en 2023) à l'agriculture et au développement rural.

**Concernant le budget décentralisé, il passe de 40,4 % en 2023 à 34,8% en 2024 en proportion des dépenses totales. Des 142 Mds MZN prévus en 2024, 39% sont destinés aux provinces, 55% aux districts et 6,6% aux municipalités.** Trois des dix provinces que compte le pays absorbent à elles-seules 40% du budget, notamment **Nampula (14%), Zambézia (14%) et Niassa (12%)**. La province du Cabo Delgado a reçu la 6<sup>e</sup> plus grande allocation, correspondant à 6,8%.



### 3. Identification des risques et analyse

La Loi de finance 2024 continue à présenter un important déficit budgétaire avant dons (153,4 Mds MZN, soit 8% du PIB) tout en étant proche de l'équilibre en prenant compte les dons, avec seulement 15,5 Mds MZN (242,8 M USD) de déficit soit 1% du PIB, ce qui est en phase avec la dernière projection du FMI, qui annonce un déficit primaire après dons de -0,9%.



Les dons extérieurs se monteront à 107,9 Mds MZN (1,7 Mds USD), soit 7% du PIB, en augmentation de 2,6% par rapport à 2023.

Le gouvernement identifie trois principales sources de risques budgétaires: (i) les catastrophes naturelles, du fait de la forte probabilité d'apparition du phénomène El Niño (provoquant des sécheresses au sud et au centre et les inondations au nord), ainsi que les cyclones ; (ii) la dette publique, qui est qualifiée par le FMI «risque élevé de détresse» compte tenu de sa sensibilité aux taux de change et d'intérêt (**de fait, la dernière projection du FMI estime que la dette du secteur public passerait de 91,9% du PIB fin 2023 à 96,2% fin 2024 ; dégradation portée essentiellement par la dette externe qui monterait de 65,9 % à 69,1% du PIB**), et (iii) les entreprises publiques, en raison de leurs faibles performances financières, notamment les entreprises LAM, Petromoc et TMCEL, (secteurs du transport aérien, du pétrole et des télécommunications, respectivement)/.